

## **Statut de l'élu.e local.e et place des femmes dans nos conseils municipaux : il y a urgence !**

Le 17 octobre dernier, notre collègue Camille Pouponneau, maire de Pibrac en Haute-Garonne (31), annonçait publiquement sa décision de mettre un terme au mandat qu'elle occupait depuis 2020. Une fois le « coup de tonnerre » passé localement, la facilité aurait été d'observer cela uniquement par le prisme d'une situation particulière et personnelle. L'agenda médiatique faisant le reste, quelques jours allaient suffire avant de passer à autre chose.

**Or, cette nouvelle démission doit nous alerter collectivement.** Elle doit nous alerter car elle s'ajoute à la longue liste des démissions enregistrées dans nos municipalités ces dernières années, et ce partout en France. Sans parler de la proposition du maire de Verdun, Samuel Hazard, qui appelait récemment à une démission généralisée des exécutifs locaux, démunis face aux nouvelles coupes dans le budget des Collectivités territoriales annoncées par le Gouvernement.

La facilité serait de renvoyer la responsabilité sur nos concitoyens et administrés qui seraient toujours plus exigeants. La facilité serait de renvoyer la faute sur les élus démissionnaires qui n'auraient pas les épaules pour assumer la fonction. La facilité serait donc de ne rien changer, de remettre nos œillères et de continuer à compter les démissions. Mais pendant combien de temps encore avant de nous retrouver dos au mur ? Déjà lors des dernières municipales de 2020 certaines listes peinaient à trouver des candidats. Qu'en sera-t-il en 2026 lorsque nos concitoyens seront de nouveau appelés à élire leurs conseils municipaux ? **C'est justement pour nos concitoyens que nous nous devons d'agir rapidement.**

**La réalité, c'est tout simplement que les maires évoluent depuis de nombreuses années dans une zone grise, bien souvent en première ligne mais trop souvent eseuilés et manquant de moyens pour répondre aux attentes de leurs administrés et aux besoins de leurs territoires.** Poids des normes et des démarches administratives, manque de ressources financières, accroissement des incivilités et du sentiment d'insécurité, difficile équilibre entre vie personnelle, vie professionnelle et mandat municipal... Ainsi, déjà fortement impactés par le travail à temps partiel, nombre d'élus travaillent sur des congés non indemnisés et en paient le prix fort lors de la liquidation de leurs retraites. Bien sûr, le contexte institutionnel et politique national n'arrange rien, faisant gagner du terrain au sentiment de défiance vis-à-vis des élus locaux. Et nous payons encore aujourd'hui les suites de la crise du Covid-19 qui a conduit les communes et les élus locaux à s'engager sur tous les fronts pour répondre à l'urgence de la situation. Nous mesurons toutes et tous la charge administrative et mentale que cela représente, davantage encore dans un contexte local et national très abîmé qui renforce les agressions de toutes formes dont nombre d'entre nous sommes victimes.

Les raisons qui poussent nos collègues à démissionner sont donc nombreuses et bien réelles. **En 2023, nous enregistrons déjà plus de 1 300 démissions de maires depuis les élections de 2020, soit 450 démissions par an contre 350 sur le précédent mandat<sup>1</sup>.**

**Le constat est sans appel, il faut agir d'urgence.** On ne peut pas appeler à lutter contre une certaine « professionnalisation » de la politique et, en même temps, ne donner aucun moyen à celles et ceux qui souhaitent s'engager de pouvoir le faire sereinement et sur un temps donné. Si l'on souhaite vraiment favoriser l'engagement dans la vie politique, il devient urgent de donner l'envie et les moyens de le faire !

En cela, en tant qu'élue locale directement en prise avec ces réalités, **je soutiens l'appel à un véritable choc d'attractivité retranscrit dans la proposition de loi transpartisane**

---

<sup>1</sup> Source : Observatoire de la démocratie de proximité AMF/Cevipof/Sciences Po – Novembre 2023.

**portée par Violette Spillebout et de Stéphane Delautrette, et demande aux parlementaires et au Gouvernement d'œuvrer sans attendre pour ouvrir le débat sur :** la fixation au plafond des indemnités de fonction des membres des exécutifs locaux, la création d'une indemnité d'engagement pour les conseillers municipaux sans délégation, le renforcement de la protection fonctionnelle, les facilités pour mieux concilier l'exercice du mandat avec une activité professionnelle, le soutien à l'engagement des étudiants, des personnes en situation de handicap et des femmes, la bonification de l'engagement pour les droits à la retraite ou encore la sécurisation de la fin de mandat. Sur ce dernier point, il s'agit également de réfléchir à l'assouplissement des règles relatives à l'allocation différentielle.

L'ensemble de ces dispositions de bon sens rejoint d'ailleurs les propositions faites par l'Association des Maires de France en 2023 dans le cadre de ses travaux sur les conditions d'exercice des mandats locaux. Il s'agit ainsi de **sécuriser l'engagement des élus locaux et de susciter des vocations** dans la perspective des prochaines échéances municipales de 2026. **Je propose d'aller plus loin, particulièrement sur la question de la revalorisation des indemnités et de l'engagement des femmes. Cela ne doit pas être un tabou !**

La revalorisation des indemnités est une solution à envisager pour 50% des maires en exercice<sup>2</sup>. Si elle ne doit pas être centrale, **cette question reste déterminante pour agir concrètement et efficacement pour le renouvellement en politique et dans nos exécutifs locaux**. L'inverse, c'est se priver de toutes les forces vives qui font la richesse de nos communes et qui peuvent contribuer à changer la vie locale. Les indemnités devraient être versées pour chaque maire au maximum de ce que la loi permet ce qui éviterait à certains maires, et notre collègue Camille Pouponneau en faisait partie, de subir la pression populiste et une certaine forme de morale qui voudrait faire croire qu'être maire d'une commune au 21<sup>ème</sup> siècle se suffit du bénévolat ou presque pour vivre, quitte à les mettre personnellement en grandes difficultés financières. Bien sûr, le versement des indemnités serait alors légalement conditionné par une exigence de présence aux travaux et aux instances de la collectivité.

**D'autre part, l'engagement des femmes doit être une priorité forte, portée collectivement et au-delà des clivages politiques.** Si elles ne représentent aujourd'hui que 20% des maires en exercice<sup>3</sup> dans notre pays, c'est aussi parce que s'engager reste plus difficile quand on est une femme. Concilier vie de famille et mandat local, perdre des revenus lors d'un congés maternité, prendre en charge des frais de garde d'enfants... Et la situation est encore plus compliquée pour les familles monoparentales. Nous pourrions aller plus loin que les mesures contenues dans les différentes propositions de loi et **envisager un dispositif de prise en charge intégrale par l'Etat des frais de garde des enfants selon des modalités de contrôle et de validation par la collectivité concernée, et ce quelle que soit sa taille.**

Alors que les récentes annonces budgétaires du Gouvernement, injustes et brutales, impactent considérablement nos collectivités et mettent en péril nos services publics de proximité, que les sacrifices personnels, familiaux et financiers sont croissants pour les élus engagés, **comment susciter encore des vocations, particulièrement chez les femmes, pour assumer des mandats de maires et continuer à œuvrer pour le vivre en commun et les valeurs de la République ?**

Cette année, l'Association des Maires de France porte un message fort : « Les communes... Heureusement ! ». **Aujourd'hui et dans ce contexte, nous pourrions même aller plus loin et dire « Les maires... Heureusement ! ».** Notre 106<sup>e</sup> Congrès qui s'ouvrira le 18 novembre prochain à Paris sera l'occasion pour notre association d'élus de **remettre le sujet sur la table, de manière transpartisane et pragmatique, dans l'intérêt de nos territoires et de nos administrés.**

---

<sup>2</sup> Source : Observatoire de la démocratie de proximité AMF/Cevipof/Sciences Po – Novembre 2023.

<sup>3</sup> Source : Association des Maires de France – Mars 2024.